Salles : finances de la commune

Commune · Lot-et-Garonne (47) · 292 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Salles affichait un encours de dette de 166 k€, soit 568 € par habitant, une épargne brute égale à 15,5 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 6 ans.

Dette par habitant
568 €
166 k€ au total

Capacité de désendettement
6 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
15,5 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
515 € / hab.
150 k€ au total

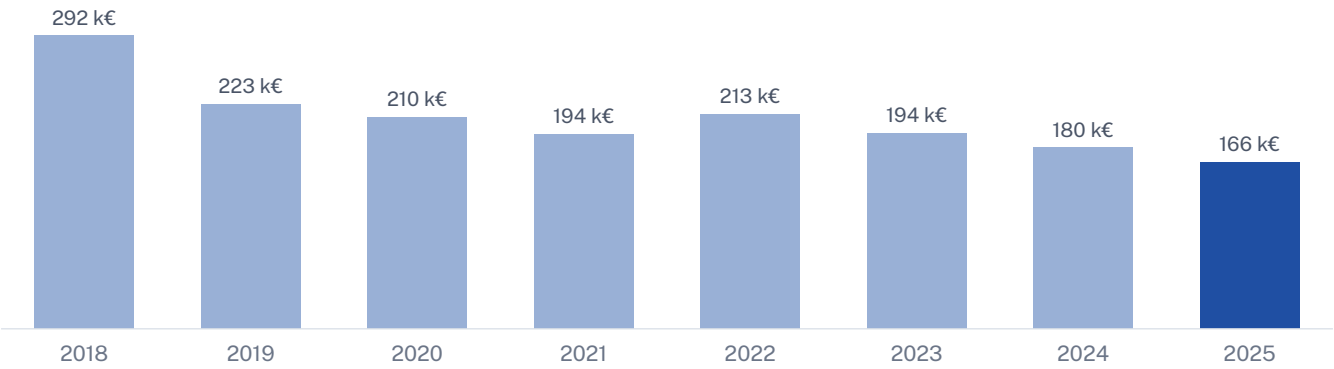
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	515 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	23,6 %	122 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	15,5 %	94 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	568 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	16 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	258 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 292 k€ en 2018 à 166 k€ en 2025 (-43,1 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	292 k€	15,1 %	10,6 ans	9 231 €
2019	223 k€	18,5 %	6,7 ans	45 k€
2020	210 k€	6,7 %	18 ans	3 580 €
2021	194 k€	9 %	11,5 ans	35 k€
2022	213 k€	6,4 %	17,7 ans	56 k€
2023	194 k€	6,4 %	15,3 ans	0 €
2024	180 k€	4,8 %	18,5 ans	9 161 €
2025	166 k€	15,5 %	6 ans	4 567 €

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Salles	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	568 €	630 €	−9,9 %
Impôts locaux par habitant	258 €	430 €	−40 %
Frais de personnel par habitant	122 €	231 €	−47,3 %
Investissement par habitant	16 €	284 €	−94,5 %
Taux d'épargne brute	15,5 %	20,7 %	
Capacité de désendettement	6 ans	2,4 ans	

Jumelles : Le Chalard (87), Valennes (72), Chambon (37), Strenquels (46), Audrix (24), Astugue (65), Mognéville (55), Bitry (58), Camboulit (46), Miremont (63). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	297	292	−1,7 %	−0,6 %
Dette par habitant	752 €	568 €	−24,5 %	−14,8 %
Impôts locaux par habitant	228 €	258 €	+13,2 %	+28 %
Frais de personnel par habitant	153 €	122 €	−20,6 %	+21,8 %
Taux d’épargne brute	18,5 %	15,5 %	−3 points	−3,7 points
Capacité de désendettement	6,7 ans	6 ans	−0,6 an	−0 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		361 €		1 430 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Salles	Comparaison
Habitants (2023)	288	−3,7 % depuis 2012 (département : +0,4 %)
65 ans ou plus (2023)	29,9 %	département : 27,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 5,2
Salariés du secteur privé (2025)	11	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	22	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d’élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

130 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 60 emplois, soit 47 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	3,9 %	3,2 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7,9 %	8,9 %	6,6 %	16,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	17,3 %	10,8 %	20,1 %	24,6 %
Professions intermédiaires	16,5 %	24,7 %	26,4 %	24,6 %
Employés	29,1 %	27,9 %	26,1 %	16,4 %
Ouvriers	25,2 %	24,5 %	19,5 %	18 %

Professions les plus exercées par les habitants : Nouvelle-Aquitaine

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	50 290	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	39 830	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	38 670	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	36 450	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 650	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 900	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	32 950	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	31 890	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 170	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	29 890	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	25 910	1 %
Assistants maternels agréés	23 890	0,9 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Lot-et-Garonne (47)) : 14 687 au moins, dont 47,2 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	3 244	47,9 %
Viticulteurs, arboriculteurs	1 459	39,1 %
Maraîchers et horticulteurs	950	55,6 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	788	35,7 %
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	421	28,5 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	405	33,3 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	375	79,5 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	372	36,8 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	350	96 %
Employés de libre service	331	10,3 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Salles
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	32 k€ pour 8 projets
Par habitant	108 € (communes de même taille : 215 € ; département : 247 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	39,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Adaptations de la cuisine satellite de salles pour les besoins de la restauration scolaire :	2 862 €
2023	DETR	Sécurisation de l'accès à la Mairie	1 223 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.